



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique
d'Informations et d'Analyses

Libéré

N°471 du Mercredi 17 janvier 2018 - 12^{ème} année - Prix: 250 FCFA

MOBILISATION POPULAIRE DU 13 JANVIER DERNIER

Les urnes ou la rue ? La réponse au « peuple »



Le G14 appelle la médiation au secours P.3

ENQUÊTE



**Les faux médicaments,
un trafic rentable et
meurtrier en Afrique** P.6

RAMENER POUVOIR ET OPPOSITION DE LA RUE AU DIALOGUE

**Six leaders de la Coalition des «14»
ont rencontré les Présidents guinéen
à Conakry et ghanéen à Accra** P.3

SUCCESSION À LA TÊTE DE LA HAAC

**TELOU Willibronde prend
officiellement fonction et
invite la presse à plus de
professionnalisme** P.2





Merd Alors

Faire preuve de raison !

Les événements au Togo se suivent et se ressemblent presque depuis le déclenchement du processus démocratique. Toute entreprise d'opposition pour déstabiliser le pouvoir ne donne pas des résultats escomptés. Et les luttes se poursuivent avec l'utilisation d'un peuple naïf qu'on utilise comme des chameaux vers des destinations inconnues et qu'on mène en bateau et après on vient jouer aux pompiers. En tout cas, nous on est en train de tout comprendre. Analysez ceci : Dans la décennie 80, l'opposition togolaise avait tenté de se saisir du pouvoir par les armes (attaques terroristes de septembre 1986), sans succès. Dans la décennie 90, l'opposition togolaise avait tenté de se saisir du pouvoir par la rue et la conférence nationale, sans succès. Dans la décennie 2000, l'opposition togolaise avait tenté d'accéder au pouvoir par les urnes, sans succès. Nous sommes dans la décennie 2010, l'opposition togolaise revient à la charge avec la rue pour tenter de se saisir du pouvoir, toujours sans succès. Que reste-t-il à l'opposition togolaise comme alternative pour espérer accéder au pouvoir? La prière et les incantations. Toujours les marches sans issue? Comme le dit un proverbe indien, la main que tu ne peux couper ni briser, baise-la et prie Dieu pour qu'il la casse. Prophètes Joshua et compagnie, vous avez du pain sur la planche. Les opposants togolais et leurs supplétifs ont un cruel besoin de vos services. L'opposition doit prendre son courage à deux mains pour demander pardon aux citoyens à qui elle a enlevé la liberté de vaquer à leurs occupations pour une course qu'elle n'a pas su calculer. S'excuser auprès de ceux qui sont victimes des barbaries depuis le 19 août 2017. Aucun Togolais n'est ange pour échapper à un quelconque événement. Il y a 15 ans, beaucoup de Togolais croyaient encore que Gilchrist Olympio deviendrait Président (Il est toujours vivant, rien n'est impossible). Jusqu'à preuve du contraire, il n'est pas devenu Président. Il y a 10 ans, Kpatcha, Bofjona, Tidjani etc... (sans oublier Titikpina) faisaient la loi au Togo. Personne d'entre eux n'a cru à leurs situations actuelles. Aussi bien l'opposition que le pouvoir en place doivent faire preuve de raison dans leurs manières de faire. Malgré toutes les marches qui sont devenues des carnavales sans succès, on veut essayer la marche des femmes en donnant l'exemple de 1933. Qu'est ce que ça peut donner? Kafui Adjamagbo veut abuser de ses pauvres dames qu'elle entend jeter dans les rues. C'est vraiment pitoyable. D'après la dame de la rue, cette dame sans cœur et d'amour qui envoie les enfants des autres femmes souffrir dans la rue au nom d'un présumé départ d'un chef d'États démocratiquement élu et en plein mandat, si la C14 n'abandonne pas les marches c'est par ce qu'elle avait tenu des promesses à la société civile. Et puisque la société civile est un gendarme qui les a à l'œil, la C14 ne peut en aucun cas abandonner le marathon au risque de se faire passer à la marmite par cette société civile. Que c'est étonnant de se retrouver dans son propre piège où on ne peut ni pisser, ni déféquer. Que ça fait pitié que ceux qui ont prétendu chasser un président démocratiquement élu soit dans une situation du mouton le jour de tabaski. Que c'est amère de marcher alors qu'on sait qu'il n'y aura pas autres gains que ce qu'on a déjà. Que c'est dommage de devenir esclave d'un jeu qu'on a initié. Oh! La C14, qui va pouvoir bien te sauver? Qui pourra bien laver ta honte? Qui viendra te délivrer de cette situation accablante?

Le Magnan

LE MJU EN ACTION

Rencontres unies, le nouveau concept du mouvement des jeunes UNIR

De la parole à l'acte, dirait quelqu'un. Annoncé tambour battant lors d'une conférence de presse à l'occasion des présentations de vœux, le Mouvement des jeunes Unir a effectivement inauguré jeudi 11 janvier à Lomé ce nouveau cadre de rencontre, 'les rencontres Unies'.

Il s'agit explique le bureau du mouvement, d'un cadre d'échanges informel entre les membres du bureau national du MJU et la jeunesse togolaise.

Elles visent essentiellement à permettre à l'ensemble de la jeunesse togolaise et précisément aux jeunes militants et sympathisants du parti Union pour la République (UNIR) d'échanger et de discuter avec les membres du bureau national des jeunes.

Lors de ce premier rendez-vous, des échanges ont eu lieu, les jeunes ont aussi l'occasion de formuler sur des papiers leurs préoccupations, suggestions, observations ou encore des recommandations que le bureau

aura le plaisir de consulter, étudier afin d'y trouver des solutions appropriées.

Pour Kanka-Malik Natchaba, Délégué National du MJU, la tenue de cette séance d'échange avec les jeunes de tous les secteurs d'activités traduit donc la mission qui est assignée à ce mouvement. Cette mission consiste entre autres à se mettre au service des jeunes et à faire émerger leurs propositions.

"Nous engageons ces rencontres avec les jeunes conformément au souhait du Président de la République Faure Gnassingbé qui n'a jamais cessé de montrer sa préoccupation vis à vis de la jeunesse. Et nous serons présents



lors de ces rencontres unies pour expliciter et analyser les actions des pouvoirs publics en faveur de la jeunesse", a-t-il précisé.

Nous irons à votre rencontre pour être le réceptacle de vos propositions et préoccupations", écrit Kanka-Malik Natchaba, président du mouvement sur son compte twitter.

Le Mouvement des jeunes du parti présidentiel pour rappel est chargé d'assurer la mobilisation,

l'encadrement et la formation politique des jeunes du Parti et de promouvoir le débat et la réflexion sur les questions spécifiques aux jeunes. Le Mouvement des jeunes, veille à l'implication et à la participation active des jeunes dans la conception et dans la mise en œuvre des stratégies et des politiques de développement au niveau local et national.

Le Magnan

SUCCESSION À LA TÊTE DE LA HAAC

TELOU Willibrond prend officiellement fonction et invite la presse à plus de professionnalisme

Au lendemain de l'élection d'un nouveau président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), une cérémonie de passation de charges a eu lieu vendredi 12 janvier 2018 dans les locaux de ladite institution à Agbalépédogan à Lomé.

Une occasion saisie par le nouveau président de la HAAC TELOU Willibrond, pour inviter la presse à plus de professionnalisme.

M. TELOU au cours de cette cérémonie a tenu à saluer la mémoire de son prédécesseur, Pitang Tchalla

décédé dans ses fonctions de président de la HAAC.

« Il est difficile de succéder à Pitang Tchalla. C'est donc avec beaucoup d'émotion que je suis ici. Je pense que ça pourra aller », a-t-il laissé entendre.

Il faut rappeler que Willibrond TELOU a été élu président de la HAAC le jeudi 11 janvier dernier lors d'une séance plénière regroupant tous les 09 membres de la HAAC. C'est par décret présidentiel qu'il a été nommé à la HAAC en remplacement de feu Pitang Tchalla.



CONSÉQUENCES DE LA CRISE POLITIQUE

Le Togo débute l'année 2018 sur une modeste performance pour sa toute première émission de Bons Assimilables du Trésor

Le Togo a débuté 2018 sur une modeste expérience sur le marché obligataire de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Pour sa première sollicitation de 15 milliards de FCFA ayant une maturité d'un an, le pays n'a reçu que 5,13 milliards de FCFA de la part des investisseurs.

Cela représente un taux de souscription de seulement 34,21%. C'est une performance assez faible, en comparaison aux deux dernières opérations de même nature effectuées par le Togo en novembre 2017 et qui avait été souscrites à hauteur d'une moyenne de 101%. On note aussi que le taux d'intérêt servi

par les investisseurs a été de 6,7%, contre 6,31% pour la dernière émission de BAT togolais.

Par ailleurs, on note aussi, que le taux servi au Togo est le plus élevé des 13 derniers bons assimilables du trésor à un an, émis par les pays membres de l'UEMOA. Aucune raison officielle de cette baisse de

performance n'a été donnée au terme de l'opération. On peut simplement rappeler que le Togo traverse une période difficile, marqué par des revendications socio-politiques qui se répètent. Il n'est pas exclu, que ce climat de tension fasse peur aux investisseurs.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES ENTREPRISES :

730 agents-recenseurs seront déployés sur le terrain

Le gouvernement togolais veut se faire une idée précise des entreprises opérant sur toute l'étendue du territoire national, aussi bien dans le formel que dans l'informel, leur répartition par secteur d'activité et par spécialité, le nombre des petites et moyennes entreprises et leur contribution au PIB. Il lance à cet effet par le biais du

Ministère de la Planification du Développement, en collaboration avec l'Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), un Recensement général des entreprises (RGE). Annoncée l'année écoulée, l'opération devrait démarrer très prochainement. C'est dans ce cadre qu'une formation

s'est ouverte, ce lundi à Lomé, et se tiendra jusqu'au 27 janvier prochain. Ils sont 730 agents-recenseurs à être outillés sur la collecte des données, l'utilisation des tablettes, des manuels numériques et le questionnaire. Ils devront également s'aguerrir sur le profilage des différentes entreprises, avant leur déploiement sur le terrain.

Le RGE permettra au gouvernement de disposer d'un système d'informations statistiques actualisé sur les entreprises et d'une base de données pour les enquêtes sectorielles. L'UE, la Banque Mondiale et l'exécutif togolais financent ladite opération à hauteur de 960 millions de FCFA.



MOBILISATION POPULAIRE DU 13 JANVIER DERNIER

Les urnes ou la rue ? La réponse au « peuple »

● Le G14 appelle la médiation au secours

Au Togo, la journée de samedi 13 janvier a été celle des manifestations. Pouvoir et opposition ont de nouveau démontré leur force dans les rues alors que le dialogue annoncé pour la sortie de la crise sociopolitique semble plombé par l'intransigeance des uns et des autres. Les partisans du pouvoir qui ont manifesté dans toutes les régions samedi ont réclamé l'ouverture d'un dialogue sans préalable et la tenue d'un référendum pour solder la question des réformes constitutionnelles pendant que le du G14 soutient qu'il va empêcher le référendum. Comment, c'est du wait and see !

UNIR mobilise gros dans plusieurs localités

Ils étaient de nouveau dans les rues de plusieurs localités samedi notamment à Tsévié, Atakpamé, Sotouboua, Tchamba, Kara, Bassar et Dapaong. Les partisans de l'Union

Le parti de Faure Gnassingbé a demandé au gouvernement togolais de prendre toutes les dispositions utiles pour la protection des activités génératrices de revenus.

A Tchamba par exemple où des militants de cette préfecture et de

Togo ». Dans ce sens, ils invitent le Chef de l'Etat à «siffler la fin de la récréation».

«Nous, militants de Unir, demeurons convaincus que seul un dialogue sans préalable ni condition fallacieuse constitue la voie du progrès et de sortie de crise. Nous invitons à cet effet, toutes les parties prenantes à œuvrer dans ce sens », estiment les partisans de Faure Gnassingbé.

Des déclarations similaires ont été faites dans plusieurs autres localités où l'investiture de Faure Gnassingbé pour l'élection présidentielle de 2020 est déjà annoncée. Les partisans du pouvoir disent attendre impatiemment la tenue rapide d'un référendum devant mettre fin à la crise politique qui ne cesse de s'enliser.

Empêcher le référendum ?

La Coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise a de son côté mobilisé ses partisans à Lomé. Ils sont des milliers de partisans de l'opposition à répondre à l'appel de leurs leaders dans plusieurs villes en région et à Lomé. Au meeting ayant sanctionné la manifestation à Lomé, l'opposition a promis mettre tout en œuvre pour empêcher la tenue du référendum annoncé par Faure Gnassingbé et réclamé par le parti au pouvoir à l'occasion de la (contre) manifestation de ce samedi.

Les leaders de la Coalition qui se sont satisfaits de la mobilisation des manifestants dans les rues samedi ont abordé, dans leurs interventions, des sujets relatifs aux activités de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), les manifestations du parti au pouvoir et surtout le référendum.

Dans son intervention, Jean-Pierre Fabre, le chef de file de l'opposition estime que Faure Gnassingbé et son régime sont en train de faire preuve de diversion. Pour lui, il est incompréhensible que le Chef de l'Etat annonce des discussions et appelle au même moment ses partisans dans les rues pour imposer le référendum.

M. Fabre estime que cette posture du pouvoir n'inquiète pas la coalition de l'opposition qui reste concentrée sur ce qu'elle est en train de faire

«Nous voulons les dégager et ils ne veulent pas. C'est une attitude normale. On verra s'ils vont organiser

janvier prochain, Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordinatrice de la coalition des 14 parle d'une action légitime.

«Ce que subissent les femmes au Togo, elles le subissent quelles que soient leurs conditions. Voilà pourquoi elles doivent tout faire pour qu'il ait des perspectives heureuses pour leurs enfants», a-t-elle ajouté.

Empêcher le référendum ? Comment et par quels moyens ? Ce sont des mots qui sonnent comme du disque rayé. En 2015, ce sont les mêmes qui ont chanté à ceux qui voulaient les entendre qu'ils vont faire tout pour empêcher la tenue de la présidentielle. Finalement ils ont été



pour la République (UNIR) voulaient témoigner leur soutien à Faure Gnassingbé, contesté depuis 5 mois par l'opposition togolaise.

Dans la plupart des villes, les militants et sympathisants se déclarent fermement opposés aux manifestations organisées par l'opposition. Pour eux, ces manifestations ruinent l'économie nationale et provoquent la faillite des commerçants et commerçants.

celle de Tchoudjo ont tenu un meeting après leur marche, Affoh Atcha Dédji, vice-président Unir-région Centrale s'est félicité de l'adhésion des populations de la région à la gouvernance de Faure Gnassingbé.

Dans la déclaration ayant sanctionné la manifestation, l'opposition est accusée de déployer des stratégies et plans machiavéliques. Ses partisans sont traités d'«ennemis du progrès au



leur référendum. Nous ferons en sorte qu'il n'y ait pas de référendum», a-t-il déclaré.

Le patron de l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) explique que la descente dans les rues du pouvoir ne peut pas siffler la fin de ce que fait l'opposition qui continue de marquer des points avec une mobilisation intensive des populations.

Abordant la manifestation des femmes togolaises annoncée pour 20

les premiers à déposer leur candidature.

Aujourd'hui, la coalition des « 14 » en perte de vitesse parce que sachant que son combat est en train de tomber cherche des moyens pour sortir de la crise. La coalition appelle donc au secours et s'invite chez les présidents guinéen et ghanéen.

Abass ISSAKA

RAMENER POUVOIR ET OPPOSITION DE LA RUE AU DIALOGUE

Six leaders de la Coalition des « 14 » ont rencontré les Présidents guinéen à Conakry et ghanéen à Accra

Une délégation de la coalition des 14 partis de l'opposition togolaise étaient à Conakry (Guinée) et à Accra (Ghana), respectivement les 15 et 16 janvier 2018 pour rencontrer les présidents Condé et Akufo-Addo sur invitation de ces derniers.

La délégation de la coalition des 14 est forte de sept chefs de partis politiques. Conduite par la Coordinatrice de la coalition, Mme Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, elle comprend le chef de file de l'opposition, Jean Pierre Fabre, le leader du Parti national panafricain (PNP) Tikpi Atchadam. Font partie également de la mission, l'ancien premier ministre et président du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), Yawovi Madji Agboyibo, le président de l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI), Aimé Tchabouré Gogué et Me Paul Docji Apévon, leader des Forces démocratiques pour la République (FDR).

L'ordre du jour de la rencontre n'avait pas été indiqué mais tout portait à croire qu'il devrait être question de

faire le point des mesures d'apaisement exigée par l'opposition avant l'ouverture du dialogue politique, notamment la libération de manifestants toujours détenus et le retrait des forces de sécurité dans le nord du pays alors que le pouvoir de Lomé estime avoir déjà pris les mesures de décrispation, afin de créer une atmosphère de confiance et de sérénité.

Effectivement les discussions qui se sont achevées tard dans la nuit ont porté essentiellement sur l'évaluation des mesures d'apaisement exigée par l'opposition avant l'ouverture du dialogue politique, notamment la libération de manifestants toujours détenus et le retrait des forces de sécurité dans le nord du pays.

Si le pouvoir de Lomé estime pour sa

part avoir déjà pris les mesures de décrispation suffisantes afin de créer une atmosphère de confiance et de sérénité, le président guinéen, la délégation du C14 trouve les efforts du gouvernement insatisfaisants. Alpha Condé a promis reprendre son bâton de pèlerin pour tenter d'obtenir du pouvoir togolais, la satisfaction du reliquat des préalables pour l'ouverture du dialogue dans un bref délai.

Après les échanges avec le président guinéen, la délégation de l'opposition togolaise a été reçue mardi par le président ghanéen Nana Akufo-Addo qui pilote le volet dialogue de la médiation. «Nous espérons rentrer de cette mission avec une date pour l'ouverture du dialogue politique avant fin janvier» avec «la concession par le pouvoir de mesures réelles d'apaisement», a confié Aimé Tchabouré peu avant son départ.

Selon une autre source, il s'agit en effet, «d'une invitation d'Apha Condé

qui a mis un avion à disposition à Accra, pour nous recevoir ce lundi. Ce n'est qu'après que le président du Ghana a demandé à nous recevoir le lendemain, après le retour de la Guinée».

C'est la deuxième rencontre entre l'opposition togolaise et les deux chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) médiateurs de la crise que traverse le Togo depuis août 2017.

Sollicité par son homologue Togolais au détour d'une visite à Conakry le 10 octobre 2017, le président Condé avait déjà rencontré trois (3) leaders de la contestation, le 21 novembre à Paris. « Mon rôle est très simple : c'est de créer un climat apaisé. Le Togo est un Etat souverain, capable de décider de son destin. Nous, notre rôle, c'est de faciliter », avait-il déclaré après les échanges.

De son côté, le président Ghanéen, mandaté par ses pairs de la CEDEAO, s'active. Nana Akufo-Addo a reçu le 29 décembre 2017 à Accra, la même délégation du groupe des 14, dans sa mission de

médiation.

Par ailleurs, son ministre de la sécurité a échangé le 15 novembre 2017 à Lomé avec une délégation de la coalition, en vue de baliser la voie à un dialogue dont la tenue reste compromise par la crispation des positions des acteurs de la crise. Revenus à la manœuvre après quelques semaines de tergiversations, les deux médiateurs sont décidés à faire avancer le dossier togolais au bord de l'enlèvement, en ramenant de la rue à la table de négociation, pouvoir et opposition. Après avoir écouté et conseillé l'opposition, les deux médiateurs veulent tenter d'arracher des compromis au président togolais. En marge de la prestation de serment de Weah, un mini-sommet de la Cédéao à Monrovia serait envisagé pour plancher sur la crise togolaise. A cette occasion, plusieurs chefs d'Etat de la sous-région seraient prêts à appeler un chat, «un chat».

A.I.



HYDROCARBURES :

Les déterminants de la fluctuation des prix la pompe des produits pétroliers au Togo

Le Centre Autonome d'Etudes et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERDT) dans ses recherches, vient de lever le voile sur les mécanismes nationaux qui expliquent les fluctuations des prix finaux (prix à la pompe) des produits pétroliers au Togo. Un secteur qui paraît de longtemps cadencé et difficile à cerner par les populations. C'est à travers une publication intitulée; « Les déterminants de la fluctuation des prix à la pompe des produits pétroliers au Togo ».

Le pétrole est la source d'énergie la plus utilisée dans le monde, avec 37% de la consommation énergétique globale, devant le charbon (24%) et le gaz naturel (23%). Les deux principaux pays consommateurs de pétrole dans le monde, les Etats-Unis et la Chine concentrent ensemble, le tiers (32,6%) de la consommation globale de pétrole. Les Etats-Unis, qui sont le premier pays consommateur sont également devenus les premiers producteurs de pétrole depuis 2014 (devant l'Arabie Saoudite), grâce à l'essor du pétrole de schiste. Outre les Etats-Unis, les principaux pays producteurs et non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sont la Russie, la Chine et le Canada. Etant une énergie capitale, le niveau des cours du baril de pétrole constitue un élément déterminant dans l'économie mondiale. Si l'approvisionnement en pétrole est libre sur le marché mondial, il pose néanmoins, aux pays importateurs, des défis d'ordre économique et financier. Le Togo, à l'instar de ces pays importateurs, subit ainsi, les aléas des marchés internationaux, dont les conséquences se répercutent sur la quantité de pétrole importée et sur le prix final des produits pétroliers (en l'occurrence le super, le gasoil, le pétrole lampant), dans la mesure où le prix d'importation de pétrole constitue un élément central dans la détermination des prix des produits pétroliers finaux. Il se pose ainsi la question de savoir: Quels sont les mécanismes internationaux et nationaux qui expliquent les fluctuations des prix finaux (prix à la pompe) des produits pétroliers au Togo ? L'objectif du présent article consiste à présenter les différents facteurs qui influencent les cours mondiaux du pétrole et les potentiels effets sur la détermination des prix pétroliers à la pompe au Togo. Ainsi, la présentation des facteurs influençant les cours mondiaux du pétrole brut permettra de mieux comprendre le mécanisme de détermination des prix des produits pétroliers au plan national et d'analyser les implications de la fluctuation de ces prix sur l'économie togolaise.

Facteurs influençant les cours du pétrole sur les marchés internationaux Le prix du baril du pétrole brut est fondé sur une unité traditionnelle du XIX^e siècle, le « baril » qui équivaut à 159 litres. Le niveau mondial de la production de pétrole brut influe sur le prix d'achat. En effet, le niveau de prix auquel s'échange le baril de pétrole brut résulte du mécanisme de l'offre et de la demande. Plus l'offre de pétrole est importante, moins le prix d'achat sur les marchés internationaux est élevé, et vice-versa. De ce fait, plusieurs facteurs influent sur les prix des cours mondiaux du pétrole, en l'occurrence: la demande mondiale: la demande de pétrole dépend essentiellement des besoins énergétiques des pays consommateurs. Ainsi, un pays à forte croissance économique aura tendance à voir sa demande nationale de pétrole augmenter. L'offre mondiale: l'offre mondiale dépend de la disponibilité

des réserves pétrolières et de la rentabilité des activités de prospection et d'extraction de pétrole. Lorsque le prix du pétrole est jugé « trop bas », cela décourage de nouveaux investissements dans la prospection et l'extraction. Ce qui peut avoir une incidence à moyen terme sur la capacité de production de pétrole. La situation géopolitique: l'instabilité géopolitique et/ou les désaccords entre les grands producteurs de pétrole influencent la production de l'or noir et par conséquent, impacte l'offre mondiale, la valeur du dollar US: le niveau de la valeur du dollars US reste un facteur de volatilité du prix du baril sur les marchés internationaux, étant la principale monnaie de règlement.

Au cours des dernières décennies, les prix du baril ont oscillés selon les événements mondiaux. En 1973, le « choc pétrolier », dû à l'embargo des Etats producteurs du monde arabe contre les pays soutenant Israël a causé la multiplication par quatre, du prix du baril en l'espace d'une année. Laguerre

Iran-Irak en 1980 a provoqué le doublement du prix du baril du pétrole brut. En 2008, la hausse de la demande de pétrole par les économies nouvelles (Chine, Inde, Brésil, etc.), conjuguée à la crise économique mondiale ont fait grimper le cours du baril de 50% entre janvier et juillet de cette année. En 2014, la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis, alimenté par la baisse de la demande de pétrole de la Chine (conséquence du ralentissement de sa production industrielle) et le maintien du niveau de production de pétrole des pays de l'OPEP et de la Russie ont provoqué un accroissement de l'offre mondiale de pétrole et par conséquent, un effondrement des prix du baril qui est passé sous la barre des 30 dollars US en janvier 2016. En 2017, l'Accord de Vienne (2016) des pays de l'OPEP pour réduire la production de barils par jour, (ii) la décision des pays non membre de l'OPEP d'en faire autant, (iii) la hausse de la demande de pétrole par la Chine (pour la constitution de stock de sécurité) ont conduit à une rétraction de la production de pétrole et ainsi, à une réduction de l'offre. La conséquence immédiate fut la hausse des prix du baril. Les pays importateurs de pétrole font partie des premiers acteurs impactés par l'évolution du cours du baril sur les marchés internationaux dans la détermination des prix des produits pétroliers finaux au plan national.

Détermination des prix des produits pétroliers au Togo : influence des marchés mondiaux

Organe chargé de la détermination des prix à la pompe des produits pétroliers: Le Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP), créé par décret N° 2002-029/PR portant création du mécanisme d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers est l'organe chargé de la détermination des prix des produits à la pompe au Togo. Par les articles 4, 5 et 11 de son décret de

création, il est stipulé que le CSFPPP, sous la tutelle du ministère en charge du commerce, est chargé de suivre, d'enregistrer et d'analyser les informations relatives aux fluctuations des prix des produits pétroliers importés au Togo et de proposer au Gouvernement, des politiques appropriées de régulation économique dans le secteur du pétrole. A ce titre, le Comité soumet à l'appréciation du Gouvernement, les prix de vente à la pompe des carburants, sur la base du mécanisme d'ajustement automatique qui tient compte de la fluctuation conjuguée du taux de change du dollar américain (monnaie de transaction) et du cours des produits pétroliers sur le marché international.

Eléments constitutifs du prix à la pompe des produits pétroliers: Le prix à la pompe des produits pétroliers au Togo est régi par une structure des prix qui regroupe l'ensemble des éléments qui constituent ce prix final. De manière



globale, le prix à la pompe des produits pétroliers est constitué de trois (03) éléments principaux: (i) le prix à l'importation, (ii) les éléments de parafiscalité et (iii) les éléments de rémunération des intermédiaires. Le prix à l'importation, encore appelé prix d'achat, constitue le coût que l'importateur supporte pour l'achat du pétrole sur le marché international, les éléments de parafiscalité regroupent les redevances obligatoires communautaires (CEDEAO, redevances statistiques, etc.) et les taxes perçues pour les services de douane et d'impôts (fonds routiers, TVA sur services, etc.), ainsi que les frais de fonctionnement du mécanisme, les éléments de rémunération des intermédiaires regroupent l'ensemble des rémunérations des prestataires (port, stockeurs, sociétés pétrolières, transporteurs, gérants de station de services, etc.).

Effets de l'évolution des marchés mondiaux sur le prix final des produits pétroliers au Togo: Le prix à l'importation du pétrole est la variable indépendante du prix final des produits pétroliers à la pompe. Il fluctue en fonction de l'évolution des cours mondiaux et du taux de change de la monnaie de règlement et par conséquent, impacte les prix à la pompe des produits pétroliers au Togo. Le graphique ci-dessous illustre l'évolution croisée du baril de pétrole et du prix moyen à la pompe du super

sans plomb au Togo, sur la période 1997-2017.

De l'analyse, il ressort que les évolutions du prix du baril du pétrole sur les marchés internationaux et du prix moyen à la pompe du super au Togo semblent corrélées. En effet, sur la période 1997-2017, l'augmentation des cours du brut sur les marchés internationaux s'est accompagnée d'une hausse du prix moyen du super à la pompe et vice versa. Toutefois, il est observé une relative rigidité de la variation des prix à la pompe, face aux fluctuations des marchés internationaux. Les prix du baril sur les marchés internationaux varient dans une proportion plus grande que les prix à la pompe. A titre illustratif, le graphique indique qu'entre 2000 et 2008, le prix du baril sur les marchés internationaux a augmenté en moyenne de 16,6% par an tandis que, le prix moyen du super à la pompe au Togo n'a cru que de 5,6% par an. Par contre, entre 2014 et 2016, la baisse du prix du baril de 33,2% en moyenne par an, s'est accompagnée d'une réduction moyenne annuelle de 14,4% du prix du super à la pompe. La rigidité des prix à la pompe s'explique essentiellement par deux raisons: la première réside

les subventions sur les prix des produits pétroliers au Togo permettent dans une certaine mesure, de contenir leurs prix. Quelques Prix en litre (en FCFA) du super à la pompe dans certains pays de la sous-région en octobre 2017: Bénin 485, Togo 498, Côte d'Ivoire 570, Sénégal 695, Burkina Faso 602. Il apparaît ainsi que les subventions sur les prix des produits pétroliers au Togo permettent dans une certaine mesure, de contenir leurs prix.

Implications économiques et recommandations

L'évolution du cours du pétrole sur le marché international est facteur de différents éléments, y compris les questions de géopolitique, l'abondance ou non de l'offre de pétrole et l'évolution de la demande de pétrole. L'effet direct d'une hausse des prix des produits pétroliers serait une détérioration de la balance commerciale du fait de la hausse du poids des importations du Togo. Aussi, la volatilité des prix des produits de première nécessité accompagnant une hausse substantielle des prix des produits pétroliers peut-elle créer une inflation généralisée. Ceci se traduirait par une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Pour garantir l'accès des produits pétroliers à la population (surtout à sa tranche la plus vulnérable) et limiter l'impact d'une hausse des prix des produits sur le prix des autres denrées alimentaires, l'Etat intervient généralement par l'octroi de subventions, avec pour principal objectif d'encadrer et de limiter la hausse des prix des produits pétroliers. Cependant, cette mesure présente des risques. En effet, dans le cas d'une hausse soutenue des cours du pétrole à l'international, deux types de risque sont identifiés: (i) une incidence directe sur les prévisions budgétaires de l'Etat, avec le risque d'accroître le niveau d'endettement du pays si ce dernier se retrouve dans l'obligation de se financer sur les marchés internationaux et (ii) le risque d'entamer la capacité de l'Etat à financer ses projets et programmes de développement. En outre, du fait de la forte dépendance énergétique de l'économie du Togo aux produits pétroliers, notamment dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture, une envolée des prix pétroliers aurait pour conséquence, une hausse des coûts des consommations intermédiaires. Cela se traduirait par une hausse des coûts de production des entreprises qui impacterait de manière négative, la productivité nationale. Développer des mécanismes autres que les subventions afin de juguler les éventuels effets d'une hausse des prix des produits pétroliers est souhaitable. A ce titre, les possibilités de mise en place d'un fonds de sécurisation des prix peuvent être étudiées par les pouvoirs publics. Néanmoins à moyen terme, des efforts accrus devraient être consentis par le pays en vue d'accélérer la transition énergétique et d'atteindre un faible niveau de dépendance énergétique de l'économie togolaise aux produits pétroliers.

CADERDT



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«Nous, nous n'avons vu aucun militaire lynché, décapité et tué comme le dit à chaque fois le gouvernement. Nous n'avons jamais vu aucune preuve attestant de la réalité de ces informations », a déclaré Antoine Folly du parti UDS Togo. Une accusation renforcée par les propos du député Jean KISSI : «Le gouvernement dit avoir ouvert une enquête alors qu'ils ont fait disparaître le corps du délit. C'est la même chose qu'ils ont faite dans le cas des incendies des marchés de Lomé et de Kara où on a démolé les deux bâtiments alors même que le procès n'a toujours pas encore eu lieu», a-t-il soutenu de son côté. On ne se moque pas ainsi de la mort d'êtres humains et on n'insulte pas de cette manière la douleur et l'affliction des familles endeuillées. Les deux militaires lynchés et décapités ont des identités connues et parfaitement vérifiables. Leurs corps d'appartenance au sein de nos forces de défense sont connus et ils sont issus de familles qui ressentent encore beaucoup de

R

peine et de douleur. Avant d'être des femmes et des hommes politiques, nous sommes des mères et des pères de famille; des frères et sœurs de la même communauté nationale. Toutes les victimes des manifestations, quelle qu'en soit la cause, méritent considération et compassion », répond à ces leaders Gilbert Bawara. Un peu de respect aux morts quand

même. C'est dommage que ceux -là qui n'ont aucun poids au sein de l'opposition puisse se permettre ces genres de propos. « Antou la Folie », doit savoir qu'il n'est que seul dans son parti. Même aucun membre de sa famille ne peut appartenir à son UDS-Togo. Il s'accroche à un regroupement pour faire la gueule. Lui à qui on a confié la gestion de la FTF à travers un comité intermédiaire qui a eu du mal à accomplir sa mission en enfonçant un peu plus le football togolais, croit-il pouvoir encore donner des leçons aux Togolais. Se rappelle-t-il que en 1993, lorsque la TVT a présenté le corps d'un militaire lynché dans Bè, la réaction des FAT surtout des éléments du camp FIT, ce que ça a donné. Ils étaient sortis pour réduire tout Lomé en cendre. C'est ça qu'il veut. Il a oublié ce qui lui avait été réservé lorsqu'il a tenté de traverser la voie qui traverse le camp RIT. Si ces militaires étaient des membres de sa famille, allait-il réagir ainsi ? Un peu de quand même !

Courtes contre la montre

Amateurisme et radicalisme !

Ce sont ces deux mots qui font plomber la lutte depuis près de 28 ans déjà. En effet, l'opposition togolaise cumule les deux mots qui les rendent ridicules. Eh oui ! Les opposants togolais sont aujourd'hui des amateurs en politique parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils cherchent. Ils ne savent pas que la politique est un art. Et que pour pouvoir combattre son adversaire, il faut pouvoir connaître ce qu'il est et comment il s'y prend pour pouvoir l'avoir du dedans. Mais ici, au niveau de nos leaders ce n'est pas le cas. Ils veulent prendre le pouvoir sans avoir eu à gérer les affaires publiques. Des exemples foisonnent. Un peu partout quand vous voyez les nouveaux présidents élus on peut aisément se faire une idée d'eux. Ils ont eu à collaborer avec le régime qu'ils ont succédé à travers les urnes. Entre temps, l'ancien président sénégalais, alors ministre de Abdou Diouf était arrivé au Togo où après avoir rencontré feu le Général Eyadéma, a rendu une visite de courtoisie à quelques leaders de l'opposition. A ceux-ci, il a conseillé que s'ils veulent prendre le pouvoir il faudrait qu'ils entrent dans le gouvernement. Ce qui va être une sorte d'apprentissage pour eux et ils pourront disposer des moyens financiers afin de pouvoir assoir leur parti et conquérir le pouvoir. Mais ces leaders non seulement ont rejeté les conseils de Wade, mais aussi, l'ont traité de tous les noms d'oiseau. Tout le monde sait très bien que faire la politique nécessite les moyens. Et quand on prend nos leaders ils n'en disposent pas pour mener leur politique. Quant au radicalisme, c'est aussi une tare qui nous fait trainer jusqu'à ce jour. Des gens posent des revendications dont ils savent qu'elles sont irréalisables. Mais ils insistent là-dessus et finalement, ils n'obtiennent rien et deviennent des rigolo. C'est ce à quoi nous sommes en train d'assister dans cette crise que nous traversons.

Lutte du Peuple ou des partis ?

Depuis le déclenchement de la crise provoquée par la sortie du PNP de Tikpi Atchadam un 19 août, des leaders qui ont fait de la récupération se permettent de dire que c'est le peuple qui a pris son destin en main comme si le PNP était le peuple. Ils soutiennent que les partis politiques n'ont plus rien à voir dans cette lutte. Si c'est le peuple qui a pris son destin en main et veut en finir avec le pouvoir, que cherchent ces partis politiques qui se sont retrouvés pour former une coalition de 14 ? Des incapables leaders qui n'ont aucune audience et qui ne pèsent même pas une feuille de papier se permettent aussi de faire des déclarations tapageuses et irresponsables et dire parler au nom de ce peuple. Si c'est la lutte du peuple que cherchent les couleurs des partis politiques dans cette histoire. Dès le départ, plus précisément lorsqu'il s'était agi d'appeler les gens à manifester, les propositions étaient faites dans le sens qu'aucun parti ne sorte avec sa couleur. Mais le « grand frère » Jean Pie Pie a dit niet et demander à ses militants d'arborer les couleurs du parti. Dès qu'il a dit ça, ce n'est pas le PNP qui a enclenché le mouvement qui va se laisser marcher sur les pieds. Alors il a été demandé aux militants et sympathisants du PNP de se mettre en rouge. Et si l'on voit les mobilisations, le rouge domine malgré que l'ANC veuille faire croire qu'il a plusieurs militants qui portent l'Orange. Cet égo a fait disparaître même les couleurs des autres partis comme les FDR, la CDPA, l'ADDI, le MCD et les autres wouya wouya. Des gens parlent de leurs intérêts partisans et égoïstes et ils viennent nous parler du peuple. Mon œil !

Laissez tomber !

Comme le dit une chanson ivoirienne, « laissez tomber ça a échouer, c'est déjà gâté ». Eh oui, ceux qui continuent par chanter que la lutte continue jusqu'à l'atteinte des résultats ne sont en train que de mettre leur population dans l'illusion. C'est du déjà entendu. Le pouvoir ne se prend plus par la rue. C'est ce qu'avait tenté le PNP le 19 Août dernier. Mais la révolution n'a pu avoir lieu. Et du moment où cette révolution dure et perdure jusqu'à six mois, le mieux serait de ne plus chercher à faire sortir les gens dans les rues pour le plaisir de les faire sortir. Aujourd'hui les marches sont devenues même des caravanes. Du folklore et ceux qui sortent ne le font que pour se défouler. Quand vous leur demandez pourquoi ils marchent ils vous répondront que c'est pour faire partir Faure Gnassingbé et que 50 ans ça suffit ! C'est devenu de la pagaille et cela ne fait que retarder le pays sur tous les plans. Il vaudrait mieux aller s'asseoir autour d'une table et s'entendre sur les points essentiels. Sinon c'est des pertes de temps avec ces marches-là. Au moment où les 14 sont entrain de marcher, UNIR, le parti qu'ils combattent est en train de faire un travail de fond sur le terrain. Il prépare les échéances futures et le temps que l'opposition ne se rende compte ce serait trop tard. Le terrain est déjà conquis par UNIR et après on nous dira qu'il y a eu vol. Ceux qui font la gueule, sont ceux qui n'ont pas fief électoral. Sinon les 14 ont intérêt à économiser leur énergie pour se préparer les échéances futures.



Togotelecom

COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T-MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYER SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#
- 2- PAYER LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT,
APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :

Magnan

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Responsable commercial

Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



ENQUÊTE

Les faux médicaments, un trafic rentable et meurtrier en Afrique

Vaccins, antirétroviraux, antipaludéens contrefaits: l'Afrique est devenue le terrain de jeu préféré des trafiquants de faux médicaments, un business lucratif qui fait des centaines de milliers de victimes.

Le chiffre d'affaires généré par la contrefaçon est estimé au minimum à 10 ou 15% du marché pharmaceutique mondial, soit 100 à 150 milliards de dollars, voire 200 milliards, selon une étude du World Economic Forum. Un chiffre qui a quasiment triplé en cinq ans.

"Pour vendre des faux médicaments, il faut avoir une clientèle, or les malades pauvres sont plus nombreux sur le continent africain que partout ailleurs dans le monde", explique à l'AFP le professeur français Marc Gentilini, spécialiste des maladies infectieuses et tropicales et ancien président de la Croix-Rouge française.

Selon lui, des vaccins délivrés il y a quelques années contre une épidémie de méningite au Niger étaient des faux, alors que cette maladie tue plusieurs milliers de personnes chaque année dans ce pays pauvre du Sahel.

Un médicament sur 10 dans le monde est une contrefaçon, selon l'OMS. Mais ce chiffre peut atteindre 7 sur 10 dans certains pays, notamment en Afrique. Cette foire aux faux médicaments est parfois le fait de responsables de santé publique corrompus, qui font leur marché au rabais en Chine et en Inde, où sont fabriqués l'essentiel de ces produits. Au moins 100.000 personnes meurent chaque année en Afrique à cause de faux médicaments, selon

l'OMS. D'après l'American Journal of Tropical Medicine and Hygiene, 122.000 enfants de moins de cinq ans sont décédés en 2013 en Afrique subsaharienne après avoir pris des antipaludéens contrefaits. "C'est un double crime sanitaire et social: le fait de tuer des malades et des malades pauvres", déplore M. Gentilini.

Plus rentable que la drogue

Interpol a annoncé en août 2017 la saisie de 420 tonnes de produits médicaux de contrebande en Afrique de l'Ouest, dans le cadre d'une vaste opération qui a mobilisé un millier d'agents de police, des douanes et d'agences de réglementation des produits de santé de sept pays: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Nigeria et Togo.

"Le business de la contrefaçon des médicaments arrive en tête des trafics illicites", affirme Geoffroy Bessaud, directeur de la coordination anticontrefaçon du groupe pharmaceutique français Sanofi. Il rapporte même plus que le trafic de cannabis, selon le World Economic Forum.

"Ce phénomène prend de l'ampleur: l'attractivité financière est en effet très forte et des organisations criminelles de toutes tailles sont impliquées dans ce trafic", souligne-t-il. "Un investissement de 1.000 dollars peut rapporter jusqu'à 500.000 dollars alors que pour le même



investissement, le trafic d'héroïne ou de fausse monnaie rapporte 20.000 dollars".

"Le trafic de faux médicaments est un des principaux fléaux du 21e siècle", accuse-t-il. Les autorités ivoiriennes avaient incinéré en mai 2017 40 tonnes de faux médicaments saisis à Adjamé, un quartier populaire d'Abidjan, abritant le plus grand marché de médicaments de rue d'Afrique de l'Ouest et représentant 30% des ventes de médicaments en Côte d'Ivoire. Mais l'opération semble n'être un coup d'épée dans l'eau. Les affaires continuent.

Particuliers et cliniques privées

Dès son entrée à "Roxy", le surnom de ce marché, le visiteur est happé par les vendeuses de faux médicaments: "Vous voulez quel médicament? Il y a de tout ici!" Fatim, une vendeuse assise devant une large cuvette remplie de produits pharmaceutiques, raconte: "Beaucoup de personnes viennent avec leur ordonnance médicale pour

s'approvisionner ici, tout comme les propriétaires de cliniques privées". Elle refuse de dévoiler sa source d'approvisionnement, mais souligne que les vendeuses de faux médicaments sont organisées "en syndicat", c'est-à-dire qu'il y a des réunions pour "réguler" le marché - prix, approvisionnement.

"Les policiers nous « emmerdent » alors qu'eux-mêmes viennent nous acheter des médicaments. Quand nous sommes traquées, on s'arrange toujours avec les policiers pour reprendre nos activités", confie Mariam, une autre vendeuse.

En Côte d'Ivoire, première économie d'Afrique francophone, le secteur pharmaceutique légal enregistre chaque année "une perte de 40 à 50 milliards de francs CFA (60 à 76 millions d'euros) dont plus de 5 milliards destinés à l'Etat", selon les chiffres de l'ordre des pharmaciens de Côte d'Ivoire.

Les criminels profitent du fait qu'à l'inverse du trafic de stupéfiants, le commerce de faux médicaments

demeure largement impuni dans le monde, étant considéré comme un simple délit de violation de la propriété intellectuelle, alors qu'il est pourtant responsable de centaines de milliers de morts par an, déplore l'Institut international de recherche anticontrefaçon de médicaments (Iracm), basé à Paris, dans un rapport.

Face à un "drame universel", les spécialistes appellent à une mobilisation internationale. Le groupe Sanofi, en pointe dans la lutte, affirme avoir démantelé en 2016, 27 laboratoires clandestins, dont 22 en Chine, en Indonésie, en Ukraine, en Pologne.

Le groupe dispose d'un système de gouvernance qui détecte les produits contrefaits et les achemine à son laboratoire central d'analyse de contrefaçon à Tours.

Mais les Etats pauvres n'ont eux pas les moyens suffisants pour s'attaquer réellement aux trafiquants de médicaments, qui innovent en permanence pour échapper aux contrôles.

Les gouvernements africains, qui ont beaucoup d'autres préoccupations, n'ont pas la possibilité de mettre à la disposition des douaniers et des policiers les moyens nécessaires pour une contre-attaque efficace", souligne quelque peu résigné le professeur Gentilini, également chef de service à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière à Paris.

Source : AFP

LE FDP EN DÉCONFITURE

En désaccord avec leur président Djimon Oré : TSI MESSE Gbéya, Koudodji et autres cadres du partis rejoignent le PNP de Tikpi Atchadam

Rumeur est devenue clameur depuis quelques semaines. Le Front des Patriotes pour la Démocratie (FPD) de l'ancien ministre de la communication, Djimon Oré s'explode. Pratiquement tous les membres du Comité Directeur du parti sont partis, commençant par le secrétaire général qui a été le premier à quitter la barque qui prend finalement de l'eau. Un coup dur pour le ministre, connaissant les critiques dont fait objet son parti, par rapport à sa position dans la famille des partis de l'opposition au pays.

Mal vu à l'Assemblée nationale, Djimon Oré serait mal barré. Tout est parti de la démarche solitaire du FPD dont les membres ont longtemps subi le diktat du président. Seul à aller sur les chaînes de radiodiffusion et télévision, seul à prendre la parole au nom du parti, seul à recevoir des invités qui voudraient bien échanger avec le parti, seul à mener des consultations pour défendre la vision du parti... Personne n'a le droit de parler devant le président au cours des réunions du bureau directeur que l'on assimile à une séance de prêche entre un pasteur et les fidèles de l'Eglise.

L'homme est reconnu adepte de propos discourtois à l'endroit de

ses collaborateurs qui ne sont finalement que de véritables gonflés effectifs. Entouré de ses frères et cousins, Djimon Oré a bâti la force de son parti dans l'Est-Mono où il se fait passer pour le seul coq qui doit chanter dans la basse cour. Et pourtant, il était bien parti, pour avoir très vite, à la création du parti, poser le diagnostic et compris que le Togo a besoin de grandes assises nationales et d'une période de transition au cours de laquelle, de profondes réformes seraient opérées pour remettre les bases de la vraie démocratie et d'un Etat de droit. Hélas ! L'égo aura raison de lui.

Sur les antennes, l'homme s'attaque à tout le monde, parti au pouvoir comme l'opposition. Il n'y a

autre parti d'opposition que le sien. Tous seraient corrompus selon Djimon Oré.

Au lendemain du 19 août 2017, les membres du bureau ont fait les pieds et les mains pour amener Djimon Oré à intégrer son parti dans le vent de contestation qui commençait dès lors à souffler. Peine perdue. D'autres personnes auraient tenté le coup. Au finish, Djimon Oré laissera entendre que ceux qui vont l'approcher pour lui proposer de rejoindre la contestation seraient envoyés par le régime pour le tuer.

Le sujet fera son chemin et provoquera des remous qui auront finalement raison de la cohésion qui jusque-là semblait régner au sein du parti.

D'importantes bases sont perdues d'offices par le FPD notamment Aflao, Tsévié, Vogan, Aného... Selon les informations, tous les membres qui se retirent du FPD rallient le Parti National Panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam.

Le monde s'effondre donc autour de Djimon Oré qui ne peut plus cacher l'abcès. Dans une interview accordée par son ancien vice-président, Tsimesse Gbéya à la radio AVULETE de la diaspora, l'ancien député UFC ne cache pas les raisons qui ont sous-tendu sa démission depuis le mois de novembre. L'homme indique que ne pas rejoindre le peuple dans la rue, c'est cautionner la dictature, ce que lui, ne saurait faire.

Désormais engagé au niveau du PNP, Tsimesse Gbéya serait le coordinateur du parti de Tikpi Atchadam dans le grand Aflao. Il mènerait des actions concrètes pour mobiliser les bases jadis

acquises à la cause du FPD, au profit du PNP. L'homme se réjouit de la mobilisation des populations du grand Aflao qui seraient, selon lui, les oubliés du régime RPT. Infrastructures sanitaires et scolaires vétustes ; pas de natifs d'Aflao à un niveau conséquent dans l'administration publique malgré les compétences que regorge la localité en matière de ressources humaines.

Au regard de tout ce qui précède, Djimon Oré est désormais dans un vide. Abandonné par ses plus proches collaborateurs, l'adepte d'une transition est dans de beaux draps. Son seul fief sur lequel il compte, Moretan, est en train d'être conquis par le parti UNIR.

LM



REPRISE DE TOUS LES LOTS DE LAIT INFANTILE

Quatre questions pour comprendre les ratés des enseignes

L'entreprise française Lactalis a finalement décidé de rappeler 12 millions de boîtes de lait pour bébé. 83 pays sont concernés dont le Togo. La reprise concerne tous les lots de lait infantile produits dans l'usine de l'ouest de la France même ceux n'ayant pas

été contaminés à la salmonelle. C'est ce qu'a annoncé dimanche dans la presse le patron de Lactalis. Les produits seront repris ou détruits sous surveillance des autorités sanitaires.

Au Togo, les marques concernées sont Picot, Milumel, Celia et Taranis. Aucun cas d'intoxication n'a été signalé dans le pays. Lactalis est un géant mondial avec 246 sites de production dans 47 pays et 75.000 collaborateurs. Le groupe a réalisé l'an dernier près de 17,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires dont 58% en Europe, 21% en Amérique, 14% en Océanie, et 7% en Afrique.

4 questions ...

Plusieurs enseignes ont reconnu avoir vendu des lots de lait Lactalis potentiellement contaminés et ce

boîtes de lait infantile suspicieuses, soit 200 références auprès de 782 clients depuis le retrait des produits par Lactalis.

Loin de l'assurance affichée les premières heures, la concurrence n'a pas tardé à reconnaître à son tour des «loupés». L'effet domino s'amplifie au fil des heures. Après Auchan, qui a admis à la suite «d'une enquête interne» la vente de 52 boîtes dans 28 magasins, c'est Intermarché qui lui a emboîté le pas. L'enseigne a évoqué deux cas de clientes en possession de telles boîtes. Dans la foulée, le groupe Cora, à la tête de soixante magasins en France, dévoile être aussi

par les clients suite au rappel». Difficile d'obtenir des réponses précises, chaque distributeur arguant d'une «enquête interne» en cours.

Quelles sont les modalités de rappel ?

Sur ce point, les procédures varient selon les distributeurs. Dès l'alerte du fabricant transmise par mail ou fax à leur service qualité, celle-ci est immédiatement relayée à l'ensemble du réseau. Une affichette est alors placardée à l'entrée du magasin ou à proximité du rayon concerné et il revient alors au responsable du rayon visé de retirer le lot incriminé. A l'aide des codes barres et des numéros de lots fournis par le fabricant, le distributeur va pouvoir identifier et sortir de ses rayons les seuls produits visés. Chez Carrefour, un «plan de contrôle» prévoit même que les produits retirés soient détruits sur place (ceux en entrepôts sont retournés au fabricant). «Mais au final, il nous est impossible d'aller dans nos milliers de magasins vérifier que le travail a été correctement mené», reconnaît un grand distributeur.



malgré le retrait demandé par les autorités. Les réponses à vos questions.

Les principales enseignes ont été confrontées à cette crise du lait infantile potentiellement contaminé aux salmonelles et rappelés par Lactalis. Voici, en détail, comment elles y ont fait face.

Quelles sont les enseignes concernées ?

Les principaux distributeurs français affichent tous des ratés dans leurs rappels des boîtes de lait et de céréales Milumel fabriquées par Lactalis. Le groupe E. Leclerc a été le premier à annoncer des «défaillances» dans la gestion de ses retraits de produits et avoir vendu 984

concerné. Cette fois, ce sont 72 boîtes qui ont été indûment écoulées auprès de 61 clients. Puis c'est au tour de Système U de faire amende honorable : «384 boîtes de lait ont échappé à notre procédure de rappel.» Enfin, Carrefour sort du silence et évoque dans la soirée 434 produits vendus.

Pourquoi autant de boîtes n'ont pas été retirées ?

Les enseignes restent très discrètes sur ce point mettant en avant l'erreur humaine, de manutention, d'étiquetage, de livraisons décalées (réception de produits alors que le rappel avait débuté !)... Carrefour évoque même l'hypothèse «d'une remise en rayon de boîtes ramenées

Qu'ont fait les autorités pour vérifier le retrait des produits ?

En coulisses, dès la signature de l'arrêté par le ministre de l'Economie Bruno Le Maire le 10 décembre, les agents de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ont multiplié les contrôles sur le terrain pour vérifier que les produits Lactalis incriminés étaient bien retirés de la vente. Au total, plus de 2 000 inspections ont été effectuées depuis un mois. Mais ça n'a visiblement pas suffi. S'il est prouvé que des distributeurs ont volontairement laissé des produits en rayons pour écouler leur stock, la sanction pourrait être lourde. Il s'agit en effet d'un délit pénal pouvant aller jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 750 000 euros d'amende.

K
P
A
K
P
A
T
O

QUI T'A DEMANDÉ ?

Mon ami, c'est comment que ? Vous là moi je ne vous comprends plus hein. N'est ce pas ici que nous sommes et puis vous avez dit que 13 « chuanvier »-là, ça divise les gens et qu'on ne va plus faire « défi-laid » pour fêter ça ? Et puis on nous a même dit que c'est la fête des militaires. C'est pour ça que eux ils dansent le jour -là et on leur donne « disse mille disse mille ». Bon maintenant qu'est ce qui a fait on a dit on ne va plus « manger » ça et puis les gens sont sortis encore le « 13 »-là pour marcher ? Prrr !!! Vous-là on ne vous comprend plus. En tout cas laissez les même là-bas. Passons ! Quelqu'un m'a dit qu'un bus passait et une femme l'arrêta pour entrer et le chauffeur dit qu'il n'y a pas de place. Un homme eut pitié d'elle et demande au chauffeur de la faire entrer et elle va rester sur ses cuisses. Elle s'est assise sur ses cuisses ils continuaient. Le monsieur a senti l'odeur de ses cheveux et demande : tu es coiffeuse ? Elle répond oui. Et après réflexion elle demande à l'homme pourquoi cette question ? Il dit c'est parce que tes cheveux sent bon. Elle merci et ils continuaient. Après quelques minutes la dame demande à l'homme : vous êtes mécanicien ? Il répond oui. Et lui à son tour dit pourquoi cette question ? Elle dit c'est parce que votre crique me soulève depuis le bas. Ne riez pas trop fort. Mon ami, il était une fois un petit garçon qui s'appelait Tagbokukuto. Il était tellement idiot que la maîtresse de son école a convoqué sa Maman pour lui dire : "Votre fils manque cruellement d'intelligence, c'est un cas désespéré". La maman n'a pas perdu espoir elle a déménagé et changé d'école pour son fils. 20 ans plus tard, la maîtresse tombe gravement malade du cœur. Tous les médecins disaient que c'était la fin car l'opération était très délicate, limite impossible, sauf un seul médecin aux techniques nouvelles s'y est aventuré et l'opération fut un succès. Dans la salle de réveil, la maîtresse ouvre les yeux, elle a regardé le médecin, essayé de lui parler mais elle n'as pas pu. Son visage était devenu rouge ? de honte puis bleu ? Le médecin ne comprenait rien... Elle a levé la main ? ? ? et a fini par mourir. ... Parce que notre cher Takui qui balayait la salle d'opération avait débranché l'appareil à oxygène pour charger son téléphone Itel... Euiuihhh, tu t'attendais à quoi ? ... Attends ! Ne me dis pas que tu pensais que Tagbokukuto était devenu médecin quand même hein !

Togomètre

En forme

DG Atcha Dédji Affo

Lui, le Directeur Général de la société de téléphonie mobile Togo cellulaire (Togocel) qui prend les rênes de la holding des communications électroniques dénommée Togocom. Comme on le dit souvent, on ne change pas une équipe qui gagne. Et Atcha Dédji Affo a prouvé qu'il est l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. A son arrivée à Togocel, la société a connu des mutations positives avec des services qui satisfont les clients. Une vraie révolution dans la communication. En effet, l'homme a eu vraiment le mérite d'avoir dirigé valablement cette société de téléphonie (Togocel) sans scandale majeur comme il en est de coutume dans les grandes sociétés d'Etat au Togo (CEET, UTB, BTCL, Togo Télécom, Port Autonome de Lomé...). Toute ces sociétés ayant souffert du management de leurs premiers responsables qui ont ensuite été promus à d'autres postes plus honorifiques dans la plupart des cas. Il a fait preuve de professionnalisme et les faits sont là et palpables. Pour rappel, l'Etat togolais a convenu de créer une holding en matière des communications électroniques au Togo. Cette société comprenant trois filiales et dénommée « TOGOCOM » a été créée par décret adopté par le conseil de ministres et dotée d'un capital social d'un milliard de francs CFA. « Elle est garante de l'efficacité du groupe dont elle définit la stratégie. A ce titre, elle fixe les objectifs et contrôle les résultats des filiales qu'elle détient à 100% », selon le gouvernement. En fait dans cette révolution numérique c'est l'homme qu'il faut pour de bons résultats. Bon vent donc à l'infatigable Atcha Dédji Affo.

En panne

DG Mawussi Kakatsi

Lui, c'est le DG de la CEET, cette compagnie qui fournit le courant à ses clients. Le respect pour ces derniers voudrait que si coupure il devrait avoir surtout en pleines heures de fêtes, ces clients puissent être avertis. Personne n'a compris la coupure qui a pu avoir lieu le 24 décembre 2017 au moment où les gens s'apprétaient à célébrer la naissance de Jésus. Cette coupure est allée jusqu'au petit matin au point où beaucoup de chrétiens ont du faire le réveillons de minuit dans le noir. Personne n'allait accuser le DG dans la gestion de cette crise d'autant plus qu'il a eu à donner des explications non convaincantes, si les consommateurs du courant électrique n'avaient pas eu à subir des coupures à la veille et pendant la célébration de la fête de Saint Sylvestre. En effet entre le 31 et le 1er et même le 02 janvier les Togolais ont continué par subir ces coupures intempestives. On dit souvent que « gouverner c'est prévoir. Si le matériel est vétuste pourquoi c'est en pleine fête que les tuyaux ont trouvé pour exploser. Dans tous les cas, l'on doit comprendre qu'on n'improvise pas lorsqu'on dirige de grandes sociétés comme la CEET qui donne du courant sans lequel beaucoup d'activités ne roulent plus. Les Togolais ne veulent plus souffrir de ces genres de coupures. Il faut prendre des mesures idoines pour que cela ne nous arrive plus monsieur le Directeur.

ASSEMBLÉE NATIONALE TOGOLAISE

Une session extraordinaire consacrée à la décentralisation

Le président de l'Assemblée nationale, Dama Drami, a donné ce mardi le coup d'envoi d'une session extraordinaire consacrée à la décentralisation. Les députés doivent examiner le projet de loi portant modification de la loi de 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales.

Une obligation en raison de l'adoption récente d'une loi sur les communes. Le nouveau texte devrait prendre en compte plusieurs volets de la décentralisation dont la communalisation intégrale, la nécessité de transfert de compétences, la prise en compte de la limitation des mandats des élus

locaux ou encore l'intercommunalité. L'actualisation de la loi portant avait été suggéré par le Conseil national de suivi de la décentralisation (CNSD). Avant d'organiser des élections locales, il est indispensable de fixer un cadre juridique et constitutionnel précis.



**Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile**



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*